

Projet de modification du PPRi Drac aval (Isère)

sur les communes de : Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Échirolles, Eybens, Fontaine, Grenoble, Noyarey, le Pont-de-Claix, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Martin d'Hères, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès-Allières-et-Risset, Veurey-Voroize et Vif.

Informations fournies au titre de l'article R.122.18.I du code de l'environnement pour permettre de déterminer si une évaluation environnementale doit être réalisée

p.j. : plaquette d'information sur le PPRi du Drac aval approuvé.

Un projet de modification du plan de prévention des risques inondations (PPRi) du Drac aval est envisagé avec pour objet de modifier quatre prescriptions du règlement, afin de clarifier sa rédaction et apporter quelques ajustements. Les modifications envisagées sont mineures et ne modifient pas l'économie générale du projet.

La présente note vise à exposer les éléments requis pour permettre à l'autorité environnementale de se prononcer, au titre de la procédure d'examen au cas par cas, sur la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale portant sur le projet de modification du PPRi du Drac aval.

Le PPRi du Drac aval a été approuvé le 17 juillet 2023 par arrêté préfectoral n°38-2023-07-17-00002. Le dossier est disponible sur le site internet des services de l'État en Isère, à l'adresse suivante :

<https://www.isere.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Risques-majeurs/Collectivites/Risques-naturels/Plans-de-Prevention-des-Risques-naturels-et-inondations-PPRN-PPRI/Plan-de-Prevention-du-Risque-Inondation-PPRI/07-PPRI-DRAC>

A l'issue d'un examen au cas par cas, la procédure initiale d'élaboration du PPRi du Drac aval n'a pas été soumise à évaluation environnementale, conformément à la décision n° F-084-18-P-0085 du 12 décembre 2018 rendue par la formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable.

Une fois approuvé, le PPRi ne peut évoluer qu'au travers de procédures de modification ou de révision telles que définies aux articles L.562-4-1, R.562-10-1 et R.562-10-2 du code de l'environnement.

Dans le cadre de la présente procédure de modification du PPRi, plusieurs partenaires sont associés parmi lesquels figurent les communes concernées par le PPRi, Grenoble-Alpes Métropole, l'établissement public du Schéma de Cohérence Territoriale de la grande région de Grenoble. Le projet sera également mis à disposition du public.

La présente note est décomposée selon les trois parties demandées par l'article R.122-18 du code de l'environnement :

- I) Description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités
- II) Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre de la modification
- III) Description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan

I) Description des caractéristiques principales du plan, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités

1. Champ d'application d'un plan de prévention des risques naturels inondation (PPRi)

Le département de l'Isère constitue un territoire largement exposé aux risques naturels. De par la dominance des secteurs de montagne, les différents phénomènes qui se retrouvent sur le territoire sont variés, comme les crues par débordement de cours d'eau, les crues torrentielles, les glissements de terrain, les chutes de blocs, les avalanches, etc.

En cas d'exposition majeure d'enjeux aux différents phénomènes, le préfet peut prescrire un Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles (PPRN) afin de garantir la maîtrise de l'urbanisation dans les secteurs exposés, et de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens déjà implantés dans la zone. Le PPRN peut être spécifique à un seul phénomène ou en traiter plusieurs. Pour les inondations, on parlera alors de Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi).

Les PPRN, créés par la loi du 2 février 1995 modifiant la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987, constituent l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels.

Ils sont définis par les articles L. 562-1 à L. 562-9 du Code de l'environnement.

2. Objectif et portée d'un PPRi

Un plan de prévention des risques naturels inondation (PPRi) est un outil de prévention des risques élaboré par l'État qui vise, dans une perspective de développement durable, à éviter une aggravation de l'exposition des personnes et des biens aux risques naturels et à réduire leurs conséquences négatives sur les vies humaines, l'environnement, l'activité économique et le patrimoine culturel.

L'objet d'un PPRi est détaillé par l'article L562-1 du Code de l'environnement. Pour en retenir l'essentiel, un PPRi :

- délimite les zones exposées aux risques, en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru ;
- interdit les constructions, ouvrages, aménagements ou exploitations, dans les zones le nécessitant, notamment afin de ne pas aggraver le risque pour les vies humaines ;
- prescrit les conditions de réalisation, utilisation ou exploitation des projets qui pourraient être autorisés dans certaines zones de moindre danger ;
- définit des mesures d'interdiction ou de prescription dans les zones indirectement exposées mais où des projets pourraient aggraver les risques ;
- définit les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques et par les particuliers dans le cadre de leurs compétences et responsabilités respectives. Ce type de mesure est précisé par l'article R 562-4 du code de l'environnement ;
- définit les mesures relatives à l'existant qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

Parmi les actions de la prévention des risques naturels, pour la plupart des phénomènes dommageables, les PPRi ont pour objectif de maîtriser l'urbanisation future en zone de risques et de réduire la vulnérabilité du bâti existant face à ces phénomènes naturels :

- maîtrise de l'urbanisation future : le PPRi rend inconstructible les zones les plus dangereuses ou à préserver (zone rouge) et fixe des prescriptions pour les zones moins exposées (zone bleue). Le règlement émet alors des prescriptions à caractère obligatoire, sur les projets nouveaux et existants, visant à adapter le projet aux risques et protéger les personnes et les biens (dispositions d'urbanisme et mesures constructives) ;
- réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens : le PPRi permet d'imposer des études ou travaux à la collectivité ou au propriétaire de biens pour réduire la vulnérabilité du territoire ou de son bien. Il donne droit à des financements de la part du fonds de prévention des risques naturels majeur (FPRNM) dit « fonds Barnier » pour la réalisation de ces études et travaux prescrits (dont des mesures constructives).

Le PPRi approuvé vaut servitude d'utilité publique. C'est donc un document opposable.

3. La procédure de modification d'un PPRi

En application de l'article L.562-4-1 du Code de l'environnement, des changements peuvent être apportés au PPRi après son approbation. Les trois procédures possibles en fonction du contexte sont :

- la « révision » est la procédure la plus importante, et se fait selon des modalités identiques à celle de l'approbation du PPRi ;
- la « révision partielle » lui est identique, mais se limite aux seules communes concernées par les changements envisagés ;
- la « modification » correspond à des changements mineurs qui ne portent pas atteinte à l'économie générale du plan.

La modification du PPRN est prévue par l'article L.562-4-1 du Code de l'environnement.

*« II. — Le plan de prévention des risques naturels prévisibles peut également être modifié. La procédure de modification est utilisée à condition que la **modification envisagée ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan** [...]. Le dernier alinéa de l'article L.562-3 [du code de l'environnement] n'est pas applicable à la modification. Aux lieu et place de l'enquête publique, le projet de modification et l'exposé de ses motifs sont portés à la connaissance du public en vue de permettre à ce dernier de formuler des observations pendant le délai d'un mois précédant l'approbation par le préfet de la modification. »*

La procédure spécifique de modification est décrite au R.562-10-2 du Code de l'environnement.

« I. — La modification est prescrite par un arrêté préfectoral. Cet arrêté précise l'objet de la modification, définit les modalités de la concertation et de l'association des communes et des établissements publics de coopération intercommunale concernés, et indique le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations. Cet arrêté est publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département et affiché dans chaque mairie et au siège de chaque établissement public de coopération intercommunale compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme sur le territoire desquels le plan est applicable. L'arrêté est publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public et affiché dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition.

II. — Seuls sont associés les communes et les établissements publics de coopération intercommunale concernés et la concertation et les consultations sont effectuées dans les seules communes sur le territoire desquelles la modification est prescrite. Le projet de modification et l'exposé de ses motifs sont mis à la disposition du public en mairie des communes concernées. Le public peut formuler ses observations dans un registre ouvert à cet effet.

III. — La modification est approuvée par un arrêté préfectoral qui fait l'objet d'une publicité et d'un affichage dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article R.562-9. »

4. Le PPRi du Drac aval

Le PPRi du Drac aval a été approuvé par arrêté préfectoral n°38-2023-07-17-00002 du 17 juillet 2023 (annexe 1). Il concerne dix-sept communes situées sur le territoire de Grenoble-Alpes Métropole (cf. carte ci-après) : Champagnier, Champ-sur-Drac, Claix, Échirolles, Eybens, Fontaine, Grenoble, Noyarey, le Pont-de-Claix, Saint-Georges-de-Commiers, Saint-Martin d'Hères, Sassenage, Seyssinet-Pariset, Seyssins, Varcès-Allières-et-Risset, Veurey-Voroize et Vif.

Le PPRi du Drac aval prend en compte les débordements du Drac sur sa partie aval ainsi que les inondations dues à des défaillances du système d'endiguement du Drac. Les aléas relatifs aux crues d'autres cours d'eau du territoire et les aléas relatifs au ruissellement ne sont pas traités par ce PPRi.

Le PPRi du Drac aval approuvé est public, il est consultable et téléchargeable sur le site internet des services de l'État en Isère à l'adresse suivante :

<https://www.isere.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Risques-majeurs/Collectivites/Risques-naturels/Plans-de-Prevention-des-Risques-naturels-et-inondations-PPRN-PPRI/Plan-de-Prevention-du-Risque-Inondation-PPRI/07-PPRI-DRAC>

Une plaquette de présentation du PPRi du Drac aval à destination du public est également disponible sur internet et jointe à la présente note. Cette plaquette aborde notamment le phénomène pris en compte, les principaux enjeux exposés et les principes réglementaires retenus dans ce PPRi.

Davantage d'informations sont disponibles directement dans les pièces du PPRi approuvé. Le zonage réglementaire et le règlement écrit permettent de connaître les règles qui s'appliquent aux différentes parties du territoire couvert par le PPRi. La note de présentation explique et justifie les éléments du PPRi. Elle présente notamment le contexte relatif à la prévention des risques, la procédure d'élaboration du PPRi, la qualification des aléas, les enjeux du territoire, et la manière dont a été conçu le zonage réglementaire et le règlement écrit de ce PPRi.

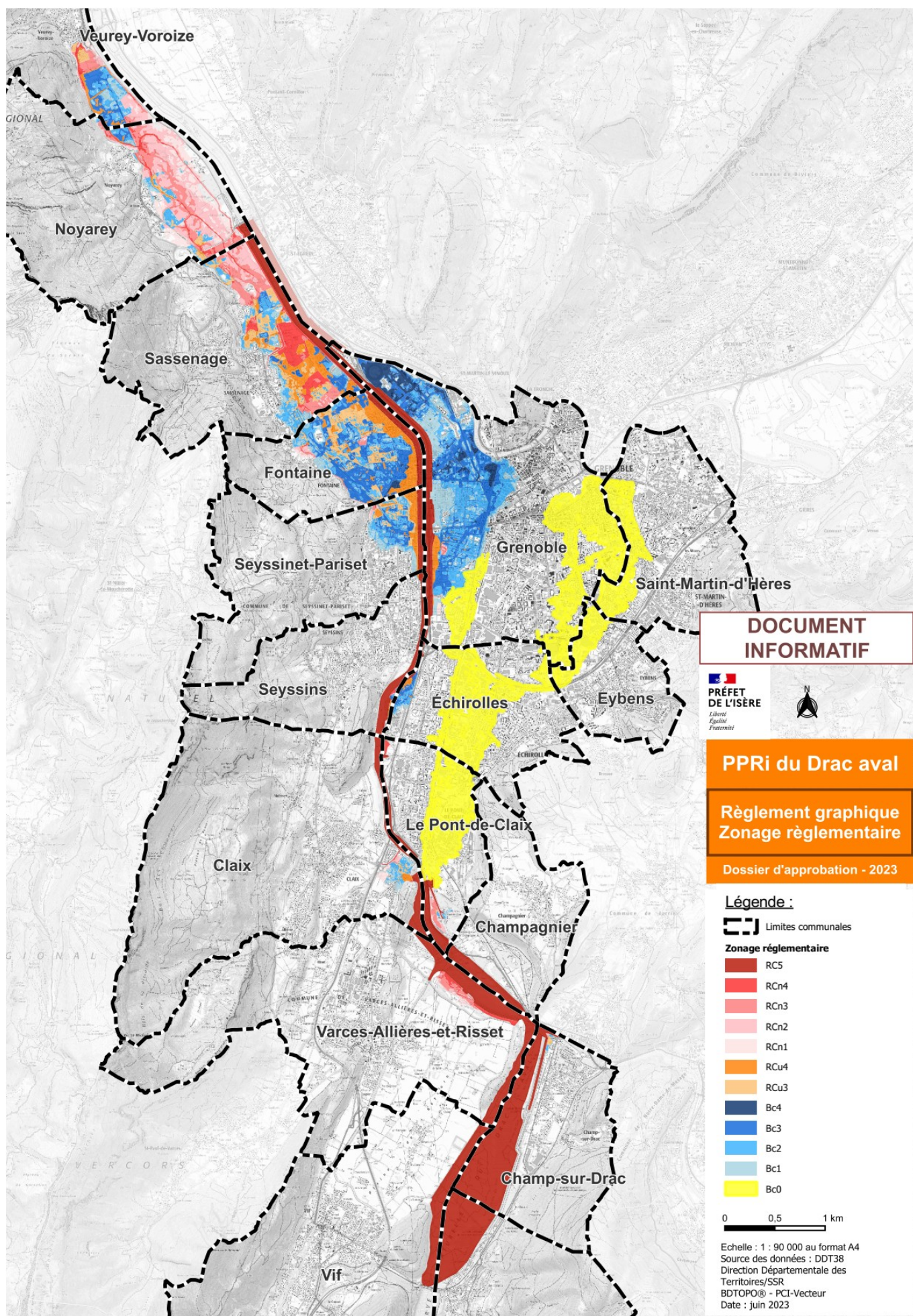
Les principes généraux des articles R.562-1 à R.562-11 du code de l'environnement portent sur l'urbanisation future. Dans le PPRI du Drac, ils ont été traduits dans les différents types de zones réglementaires : zones rouges, oranges, bleues. Le zonage réglementaire est établi dans une logique de proportionnalité et de gradation en fonction des niveaux d'aléas et des caractéristiques de la zone.

Par ailleurs, des zones oranges ont été créées dans lesquelles le principe d'interdiction est la règle mais où le renouvellement urbain résilient est permis, afin de gérer les territoires déjà urbanisés. En effet, sur le territoire de la Métropole grenobloise, les réserves foncières sont extrêmement rares du fait de la présence des massifs montagneux et de la préservation des zones naturelles et agricoles. Cette rareté du foncier disponible rend très difficile le report de l'urbanisation et milite donc pour une stratégie de renouvellement urbain résilient.

Les principes réglementaires de chaque zone sont présentés dans le tableau suivant. Un aperçu du zonage réglementaire est également fourni ci-après à l'échelle de l'ensemble du périmètre réglementé par le PPRI du Drac aval.

	Secteurs concernés		Principes pour l'urbanisation future
RC5	zones particulièrement dangereuses correspondant à la bande de précaution de 50 m derrière les digues		Principe d'interdiction forte - exceptions très rares - prescriptions très fortes
RCn4	zones non urbanisées dangereuses	en aléa très fort, ou dans la bande de précaution de 100*h m, au-delà de la bande de précaution de 50 m	
RCn3	zones non urbanisées en aléa fort		Principe d'interdiction forte - exceptions rares (usages agricoles notamment) - prescriptions adaptées au niveau d'aléa
RCn2	zones non urbanisées en aléa moyen		
RCn1	zones non urbanisées en aléa faible		
RCu4	zones urbanisées dangereuses en aléa très fort ou dans la bande de précaution de 100 x h m derrière les digues, au-delà de la bande de précaution de 50 m.		Principe d'interdiction avec possibilité de renouvellement urbain réduisant la vulnérabilité - constructions nouvelles interdites sauf exceptions - exceptions pour les projets permettant de réduire la vulnérabilité ou pour des projets de vulnérabilité limitée - prescriptions très fortes - engagement des maîtres d'ouvrage souvent requis
RCu3	zones dangereuses en aléa fort, urbanisées non denses		
Bc4	zones en aléa fort ou très fort telles que : - centres urbains historiques hors bande de 100x h derrière les digues, - zones urbanisées denses en aléa fort, - secteurs exceptionnels d'intérêt stratégique		Principe d'autorisation sous conditions fortes - projets les plus vulnérables interdits - prescriptions fortes - engagement des maîtres d'ouvrage souvent requis
Bc3			
Bc2	zones urbanisées en aléa faible ou moyen		Principe d'autorisation sous conditions
Bc1			
//////Bc0//////	zones soumises à une double défaillance au niveau du système d'endiguement de Mon Logis		Principe d'autorisation

Tableau des principes réglementaires dans chaque zone



5. Caractéristiques du projet de modification

La procédure de modification envisagée porte uniquement sur quatre prescriptions du règlement du PPRi du Drac aval développées ci-après. Une reformulation, à la marge, de la rédaction de ces prescriptions du règlement est envisagée pour les clarifier et faciliter leur compréhension et donc leur mise en œuvre, sans changer l'esprit initial qui avait guidé la rédaction de ces prescriptions. En outre, les objectifs de résultats fixés dans le PPRi approuvés sont maintenus.

Les modifications portent sur :

- des précisions concernant le changement de destination et de sous-destination des ERP ;
- la formulation de la prescription de non aggravation des risques ;
- la formulation des prescriptions relatives au stockage des produits polluants et dangereux ;
- une précision concernant le rapport d'emprise au sol en zone inondable (RESI) dans le cas des réhabilitations.

L'objet de la modification porte donc sur des évolutions mineures du règlement du PPRi, qui ne changent pas l'économie générale du plan et sont sans incidence sur l'environnement.

Les règles modifiées concernent toutes les zones du règlement à l'exception de celle relative aux changements de destination des ERP qui concerne uniquement les zones Bc3, Bc4, RCn1, RCn2, RCn3, RCu3 et RCu4.

Aucun nouveau type de projet n'est ajouté à la liste des projets autorisés. Aucun projet interdit n'est supprimé de liste des projets interdits.

a) Changements de destination ou sous-destination des ERP :

Le règlement du PPRi du Drac aval approuvé encadre les changements de destination ou de sous-destination.

Dans les zones Bc3, Bc4, RCn1, RCn2, RCn3, RCu3 et RCu4, les changements de destination ou de sous-destination d'un ERP non surélevé vers un autre ERP sont possibles sous conditions et uniquement s'il s'effectue vers une catégorie d'ERP strictement supérieure (aboutissant de fait à une réduction de la capacité d'accueil de l'ERP) ou alors d'un ERP de 5^e catégorie vers un autre ERP de 5^e catégorie (sans augmenter la classe de vulnérabilité).

Cette règle peut poser des difficultés d'interprétation concernant les possibilités de changement de destination des petits commerces situés dans un centre commercial par exemple.

Le projet de modification consiste à clarifier la règle pour s'assurer que ces changements de destinations des petits commerces au sein d'un centre commercial par exemple soient effectivement possibles. L'esprit initial du règlement du PPRi était bien d'autoriser sous conditions ce type de changement de destination.

Cette modification ne change rien du point de vue de la protection des personnes par rapport au PPRi approuvé.

Cette disposition est sans incidence sur l'environnement, les projets de changement de destination concernant uniquement des projets situés dans des bâtiments pré-existants.

b) Non-aggravation des risques :

Dans toutes les zones réglementaires, le règlement du PPRi du Drac aval approuvé impose comme prescription générale commune à tous les projets nouveaux et à tous les projets sur l'existant que :

« le projet ne doit ni aggraver les risques, ni en provoquer de nouveaux, en tout point, y compris en dehors de la zone directement concernée par le projet, et y compris pendant la phase travaux. »

L'objectif de résultat visé par cette rédaction initiale est de mieux correspondre à l'article L.562-1 du code de l'environnement et en particulier à l'alinéa 2^o suivant :

« 2^o De délimiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations agricoles, forestières, artisanales, commerciales ou industrielles pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdiction ou des prescriptions telles que prévues au 1^o. »

Il est envisagé de simplifier cette rédaction pour se contenter de rappeler le grand objectif de l'article L. 562-1 2^o cité ci-dessus, à savoir « ne pas aggraver les risques et ne pas en provoquer de nouveaux ».

Cette modification est sans incidence sur l'environnement, il s'agit d'une reformulation ayant pour simple objectif de conserver l'obligation du respect de l'objectif fondamental de ne pas aggraver les risques ou en provoquer de nouveaux.

c) Stockage de produits polluants ou dangereux :

Dans l'ensemble des zones réglementaires, le règlement du PPRi Drac aval approuvé impose comme prescription générale commune, à tous les projets nouveaux et à tous les projets sur l'existant, la prescription suivante pour ce qui concerne notamment les produits polluants et dangereux :

« • Le stockage de produits dangereux ou polluants pour les personnes ou l'environnement, en plein air ou à l'intérieur des bâtiments, doit être réalisé au-dessus de la cote de référence, selon un dispositif dimensionné pour résister à l'aléa*.*

• Tous les produits, matériels, matériaux, récoltes, mobiliers, cuves, réservoirs, citernes et équipements extérieurs, sur espaces publics ou privés, doivent être :

✕ soit placés au-dessus de la cote de référence selon un dispositif dimensionné pour résister à l'aléa,*

✕ soit faire l'objet d'un dispositif permettant leur déplacement rapide hors de portée des eaux lors des crues,

✕ soit arrimés et protégés de manière à ne pas être entraînés par les crues, à ne pas polluer les eaux et à ne pas subir de dégradations. »

L'intention initiale de cette rédaction est d'être plus stricte pour le stockage de produits polluants et dangereux afin d'éviter le sur-endommagement par la dissémination de produits polluants.

La rédaction actuelle des deux prescriptions peut prêter à confusion et sembler contradictoire, la première prescription imposant de surélever les stockages de produits dangereux ou polluants au-dessus de la cote de référence alors que la seconde prescription permet d'arrimer et de protéger les cuves, réservoirs et citernes, notamment, à condition qu'ils ne soient pas entraînés par les crues, ne polluent pas les eaux et ne subissent pas de dégradation.

La modification envisagée va permettre de clarifier ce point du règlement afin d'éviter toute interprétation non-voulue par les auteurs du PPRi. Ainsi, les règles propres au stockage de produits polluants et dangereux seront dissociées de celles du stockage des autres produits, tout en maintenant l'objectif de ne pas conduire à un risque de pollution des eaux et des milieux environnants.

Ainsi, les cuves, citernes ou réservoirs contenant des produits polluants et dangereux devront :

- soit être installés au-dessus de la cote de référence selon un dispositif dimensionné pour résister à l'aléa,
- soit suffisamment enterrés et lestés pour résister à la submersion et protégés pour ne pas polluer les eaux et subir de dégradation.

Contrairement au stockage des autres produits, le stockage de produits polluants et dangereux ne pourra pas faire l'objet d'un dispositif permettant leur déplacement rapide hors de portée des eaux lors des crues.

Cette modification envisagée est sans incidence sur l'environnement, les obligations suivantes étant maintenues : avoir un dispositif adapté à l'aléa, obligation de ne pas polluer les eaux, de ne pas aggraver les risques ou d'en provoquer de nouveaux.

d) Rapport d'emprise au sol (RESI) pour les projets d'aménagements intérieurs ou de réhabilitation :

Le règlement du PPRi approuvé fixe, dans toutes les zones, une limitation d'emprise au sol (rapport d'emprise au sol en zone inondable (RESI)) des projets en zone inondable afin de ne pas aggraver le risque inondation à l'aval et de contribuer à la préservation des champs d'expansion de crues.

Dans le PPRi approuvé, la prescription relative au RESI est également fixée pour certains projets sur existants tels que les projets d'aménagements intérieurs ou réhabilitation.

Afin d'éviter toute erreur d'interprétation, la règle est clarifiée afin de bien préciser qu'il n'y a pas d'obligation de réduire l'emprise au sol pour des projets de types réhabilitation ou aménagement intérieur. La règle de RESI est toutefois conservée pour ces types de projet, afin de continuer à encadrer les éventuelles extensions liées à des réhabilitations.

Cette modification visant à clarifier un point du règlement n'a pas d'incidence sur les prescriptions à respecter et les objectifs à atteindre. Cet ajustement n'a également aucune incidence sur l'environnement.

II) Description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre de la modification

1. Éléments généraux aux PPRI

Par définition, un PPRI concerne des zones exposées aux aléas inondations et, à ce titre, il concerne un espace présentant une vulnérabilité particulière si des enjeux y sont implantés. L'objectif même du PPRI, qui est la maîtrise de l'urbanisation dans les zones exposées aux aléas inondations, contribue a priori à préserver les enjeux environnementaux, principalement dans les parties non encore urbanisées ou peu urbanisées des communes concernées. Ainsi, l'inventaire des sensibilités environnementales doit être apprécié au regard de l'action spécifique du PPRI.

2. Éléments de contexte propres au PPRI du Drac aval

Une étude des enjeux présents sur le périmètre du PPRI du Drac aval a été réalisée dans le cadre de la démarche d'élaboration du PPRI. La note de présentation du PPRI du Drac aval consacre un chapitre à la présentation des enjeux du territoire (se référer au chapitre V de la note de présentation). Cette étude est récente puisque le PPRI du Drac aval a été approuvé en juillet 2023. Le projet de modification s'effectuant peu de temps après et les aléas étant constants, le contexte environnemental et les enjeux ne sont donc pas modifiés. Pour disposer de l'ensemble des éléments de contexte, il convient donc de se référer à la note de présentation du PPRI approuvé.

En résumé : en cas de survenue de la crue de référence, très peu de débordements (à Claix et au niveau de l'échangeur du pont de Catane à Grenoble) seraient observés si les digues résistent à la crue.

En cas de défaillance du système d'endiguement, les conséquences pour le territoire de la métropole de Grenoble pourraient être en revanche bien plus importantes.

Les trois quarts de l'emprise inondable concernent un territoire fortement urbanisé. Parmi les enjeux recensés en zone inondable dans le périmètre du PPRI du Drac aval figurent :

- 130 000 habitants
- 4 000 maisons individuelles
- 57 000 appartements
- 7 000 bâtiments d'activités
- des équipements sensibles ou stratégiques

Source : note de présentation du PPRI Drac approuvé

Au contraire, les enjeux environnementaux et patrimoniaux sont peu affectés par l'aléa inondation du Drac (cf. p.52-53 de la note de présentation).

III) Description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre de la modification du plan

Un PPRI est un document de prévention du risque sur le territoire, dont les dispositions (zonage et règlement) intéressent l'occupation actuelle et future du sol, et visent à réduire d'une façon générale les risques pour les personnes, les biens et les activités. Ses effets bénéfiques se traduisent directement sur le territoire concerné.

Les modifications du PPRI du Drac aval envisagées sont marginales et ne concernent qu'un nombre très limité de prescriptions. Les aléas ne sont pas modifiés. Ces modifications n'ont aucune incidence sur l'environnement dans la mesure où l'objectif de résultat visé dans la rédaction initiale demeure inchangé après modification.

1. Prise en compte du changement climatique sur les aléas

L'objet de la modification envisagée ne portant pas sur les aléas, les effets du changement climatique sur l'aléa inondation du Drac ne sont pas abordés dans la présente saisine. Les modifications envisagées concernent uniquement le règlement et sont peu nombreuses et mineures, elles consistent uniquement à ajuster et préciser certaines rédactions.

2. Effets potentiels sur les zones agricoles et les zones naturelles à enjeux environnementaux

Rappel des enjeux et de l'objectif du PPRI

Dans ces zones, par nature peu ou pas urbanisées, le PPRI approuvé vient conforter l'ensemble des politiques de préservation des milieux naturels et des terres agricoles en imposant un principe général d'inconstructibilité.

Incidence potentielle de la mise en œuvre de la modification du PPRI

Les modifications des dispositions réglementaires envisagées n'auront pas d'impact sur les zones agricoles et naturelles dont celles à enjeux environnementaux. Le zonage réglementaire n'est pas modifié.

La modification du PPRI n'a donc pas d'effet négatif sur la préservation des espaces agricoles ou naturels.

3. Effets potentiels sur les zones de développements futurs, l'étalement urbain et le report d'urbanisation

Rappel des enjeux et de l'objectif du PPRI

Le PPRI permet de maîtriser l'urbanisation en zone d'aléas inondation en s'imposant comme servitude d'utilité publique au document d'urbanisme.

Incidence potentielle de la mise en œuvre de la modification du PPRI

La modification envisagée des quatre dispositions réglementaires exposées dans la partie I) précédente porte, pour deux d'entre elles, sur des projets sur des biens existants sans augmentation de l'emprise au sol existante et, pour les deux autres, porte sur tout type de projet (sur existant et nouveaux) et concerne des prescriptions visant à améliorer la protection des personnes.

De plus, la modification envisagée du PPRI n'entraîne aucun report d'urbanisation ou d'étalement urbain sur les zones agricoles ou naturelles dans la mesure, d'une part, où le zonage réglementaire reste inchangé et, d'autre part, où les modifications concernent uniquement des reformulations visant à clarifier sans changer l'esprit initial du règlement et en conservant les objectifs de résultats visés par chaque prescription.

Les modifications envisagées dans le règlement sont marginales, concernent uniquement des ajustements de rédaction.

4. Effets potentiels sur les activités polluantes

Rappel des enjeux et de l'objectif du PPRI

Le PPRI est un outil réglementaire permettant de réduire l'exposition des personnes et des biens aux risques naturels. Il contribue à la protection de l'environnement en identifiant notamment des prescriptions pour limiter les conséquences d'activités polluantes ou d'usages de produits dangereux ou polluants sur l'environnement en cas d'inondation.

Incidence potentielle de la mise en œuvre de la modification du PPRI

La modification envisagée du PPRI conserve l'objectif d'interdire ou d'encadrer les activités polluantes et les usages, en imposant des prescriptions afin de minimiser l'impact lors de phénomènes naturels majeurs.

La modification envisagée du PPRI n'a pas de répercussion sur les mesures de réduction de la vulnérabilité des activités existantes prévues dans ses titres III et IV, limitant la pollution en cas d'évènement.

Dans le cadre du projet de modification, il est envisagé de clarifier la rédaction des prescriptions relatives au stockage des produits polluants ou dangereux, tout en conservant des prescriptions strictes d'adaptation à l'aléa et le maintien de l'objectif de ne pas polluer les eaux et les milieux en cas d'inondation et ne pas aggraver les risques d'inondation ni en provoquer de nouveaux. La modification du PPRI n'a pas d'incidence sur le risque de pollution.

5. Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et les paysages

Rappel des enjeux et de l'objectif du PPRI

Le PPRI par son règlement est susceptible de réduire l'exposition (dégradation/destruction) du patrimoine bâti et des biens culturels aux phénomènes naturels.

Incidence à la mise en œuvre de la modification du PPRI

Les modifications envisagées dans le règlement sont marginales, concernent uniquement des ajustements de rédaction.

La modification du PPRI n'a pas d'impact sur les paysages ou sur le patrimoine bâti.

6. Effets potentiels sur la qualité des eaux et les milieux aquatiques

Rappel des enjeux et de l'objectif du PPRi

Le PPRi par son règlement limite fortement la constructibilité dans les zones naturelles et agricoles en dehors de la zone urbanisée soumise à un aléa, et permet entre autres la préservation des champs d'expansion des crues et de certaines zones humides.

Incidence à la mise en œuvre de la modification du PPRi

Les modifications envisagées dans le règlement sont marginales, concernent uniquement des ajustements de rédaction.

Comme indiqué au paragraphe 4 précédent, le projet de modification maintient les prescriptions s'imposant aux activités polluantes, à savoir tenir compte du risque inondation et ne pas aggraver les risques ni en provoquer de nouveaux. La modification du PPRi n'a pas d'incidence négative sur le risque de pollution des eaux et des milieux en cas d'inondation.

Ainsi la modification apportée n'a pas d'incidence sur la qualité des eaux et des milieux aquatiques.

7. Effets potentiels sur la santé humaine

Rappel des enjeux et de l'objectif du PPRi

L'amélioration de la sécurité et la salubrité publique est l'un des objectifs du PPRi, à travers la mise en place de dispositions réglementaires sur les projets et de mesures à mettre en œuvre sur l'existant.

Le PPRi permet aux communes, de disposer d'un règlement, annexé au document d'urbanisme en vigueur, qui impose des mesures de réduction de la vulnérabilité sur l'existant. Il impose également aux communes de mettre à jour leur Plan Communal de Sauvegarde.

Incidence à la mise en œuvre de la modification du PPRi

La modification maintient le principe général d'interdiction des projets nouveaux dans les zones exposées aux niveaux d'aléas les plus importants, sauf exceptions, et dans les zones non urbanisées. Ainsi la modification n'entraînera pas d'augmentation des enjeux dans ces zones à risque.

La protection des personnes et des biens, notamment par la maîtrise de l'urbanisation future en zones d'inondation et par la réduction de la vulnérabilité du bâti existant face à ce phénomène naturel, est préservée dans le projet de modification du PPRi.

Conclusion

Le projet de modification du PPRi Drac ne porte que sur certains points très ciblés du règlement concernant quatre prescriptions : deux prescriptions générales communes à tous les projets autorisés sous conditions (dans toutes les zones réglementaires) et deux prescriptions spécifiques à deux types de projets sur existants (les changements de destination notamment dans les zones Bc3-Bc4 et les réhabilitations / aménagements intérieurs dans toutes les zones réglementaires).

La délimitation du zonage réglementaire du PPRi n'étant pas modifiée, la modification du PPRi envisagée n'aura pas d'impact sur les zones naturelles ou agricoles situées en zone inondable qui resteront en zones inconstructibles. La modification ne conduira pas également à la délimitation de nouvelles zones inconstructibles pouvant potentiellement inciter les communes à un report d'urbanisation. De ce fait, le projet de modification n'a aucune incidence sur le report d'urbanisation qui pourrait être liée à un changement de zonage réglementaire rendant inconstructible une zone auparavant constructible et pouvant ainsi contraindre les collectivités à envisager d'autres secteurs d'urbanisation.

De même, l'ensemble des dispositions du PPRi – qui visent, au travers du zonage réglementaire, à préserver les champs d'expansion des crues et à ne pas aggraver les risques dans les zones les plus exposées ainsi qu'à protéger les personnes et les biens notamment par la maîtrise de l'urbanisation future en zones d'inondation et par la réduction de la vulnérabilité du bâti existant face à ce phénomène naturel - sont préservées dans le projet de modification du PPRi.

Les modifications apportées ne portent que sur des prescriptions encadrant la réalisation de projets déjà autorisés sous conditions par le PPRi approuvé.

Les objectifs de résultats visés dans chacune des quatre prescriptions faisant l'objet d'une modification sont maintenus.

Par conséquent, ce projet de modification du PPRi n'aura pas d'incidence sur l'environnement.